

# NON AUX PLANS D'AUSTÉRITÉ

## Refusons de payer la dette

**P**artout en Europe les gouvernements nous expliquent que la dette augmente parce que nous vivons au-dessus de nos moyens et que nous devons donc accepter l'austérité et des coupes sombres dans les budgets sociaux. C'est un mensonge, si la dette est devenue le premier budget de l'État français, c'est le résultat des baisses d'impôts favorisant les plus riches depuis de nombreuses années. C'est le résultat des plans de sauvetage des banquiers, ceux-là même qui ont causé la crise.

Cette crise de la dette est la conséquence d'un système qui n'a d'autre logique que la course aux profits au détriment des besoins réels des populations. Mais aujourd'hui, c'est aux salariéEs et à la population que les gouvernements veulent faire payer la facture.

Dans toute l'Europe, ils décident de supprimer des postes dans les services publics, de casser la protection sociale, l'école et l'Hôpital publics, de baisser les pensions de retraite avec pour résultat, l'explosion du chômage, de la précarité et de la misère.

La dette est une arme dans les mains des gouvernements pour opérer un gigantesque transfert

de richesses des salariéEs, des jeunes, des chômeurs-ses vers les banquiers, le patronat, les plus riches et autres spéculateurs. Cette fuite en avant est en train de provoquer une nouvelle récession et au final aggrave encore les déficits publics. C'est un puits sans fond!

Partout en Europe, des salariéEs grecs aux «indignéEs» espagnols, mais aussi dans le monde arabe et aux États-Unis où Wall Street est assiégée par des milliers de travailleurs-ses et de chômeurs-ses en colère, les populations se mobilisent pour refuser l'austérité.

Comme lors de la campagne du «NON de gauche» à la constitution européenne, il est nécessaire de créer dans le 19<sup>e</sup> comme ailleurs des comités unitaires rassemblant descitoyenNEs des quartiers, syndicalistes, altermondialistes, militantEs politiques. Des comités pour favoriser,

soutenir les luttes et pour faire converger les résistances, en France et au-delà. Des comités contre tous les plans d'austérité, pour l'annulation de cette dette illégitime.

En France comme ailleurs, des collectifs commencent à émerger sur ces questions, ainsi que des appels défendant le refus de payer la dette et demandant son annulation pour les uns, exigeant un moratoire pour d'autres ou encore mettant en avant l'intérêt de mettre en œuvre un audit démocratique et populaire de la dette de l'État afin de montrer qui sont les véritables fossoyeurs des services publics.

**Débattons-en et agissons!**

**MOBILISONS-NOUS TOUS À NICE FACE AU G20**  
**Les peuples d'abord, pas la finance !**

Contre le G20 qui se réunit à Cannes  
**Manifestons le mardi 1er novembre à Nice**  
Pour toute information sur le programme complet du sommet des peuples à Nice, les moyens de transports organisés pour s'y rendre, le logement sur place :

[www.mobilisationsG8G20.org](http://www.mobilisationsG8G20.org)

À l'initiative de : des Alternatifs, Alternative Libertaire, Nouveau Parti Anticapitaliste, des militantEs et des habitantEs du quartier.

# NON AUX PLANS D'AUSTÉRITÉ

## Refusons de payer la dette

**P**artout en Europe les gouvernements nous expliquent que la dette augmente parce que nous vivons au-dessus de nos moyens et que nous devons donc accepter l'austérité et des coupes sombres dans les budgets sociaux. C'est un mensonge, si la dette est devenue le premier budget de l'État français, c'est le résultat des baisses d'impôts favorisant les plus riches depuis de nombreuses années. C'est le résultat des plans de sauvetage des banquiers, ceux-là même qui ont causé la crise.

Cette crise de la dette est la conséquence d'un système qui n'a d'autre logique que la course aux profits au détriment des besoins réels des populations. Mais aujourd'hui, c'est aux salariéEs et à la population que les gouvernements veulent faire payer la facture.

Dans toute l'Europe, ils décident de supprimer des postes dans les services publics, de casser la protection sociale, l'école et l'Hôpital publics, de baisser les pensions de retraite avec pour résultat, l'explosion du chômage, de la précarité et de la misère.

La dette est une arme dans les mains des gouvernements pour opérer un gigantesque transfert

de richesses des salariéEs, des jeunes, des chômeurs-ses vers les banquiers, le patronat, les plus riches et autres spéculateurs. Cette fuite en avant est en train de provoquer une nouvelle récession et au final aggrave encore les déficits publics. C'est un puits sans fond!

Partout en Europe, des salariéEs grecs aux «indignéEs» espagnols, mais aussi dans le monde arabe et aux États-Unis où Wall Street est assiégée par des milliers de travailleurs-ses et de chômeurs-ses en colère, les populations se mobilisent pour refuser l'austérité.

Comme lors de la campagne du «NON de gauche» à la constitution européenne, il est nécessaire de créer dans le 19<sup>e</sup> comme ailleurs des comités unitaires rassemblant descitoyenNEs des quartiers, syndicalistes, altermondialistes, militantEs politiques. Des comités pour favoriser,

soutenir les luttes et pour faire converger les résistances, en France et au-delà. Des comités contre tous les plans d'austérité, pour l'annulation de cette dette illégitime.

En France comme ailleurs, des collectifs commencent à émerger sur ces questions, ainsi que des appels défendant le refus de payer la dette et demandant son annulation pour les uns, exigeant un moratoire pour d'autres ou encore mettant en avant l'intérêt de mettre en œuvre un audit démocratique et populaire de la dette de l'État afin de montrer qui sont les véritables fossoyeurs des services publics.

**Débattons-en et agissons!**

**MOBILISONS-NOUS TOUS À NICE FACE AU G20**  
**Les peuples d'abord, pas la finance !**

Contre le G20 qui se réunit à Cannes  
**Manifestons le mardi 1er novembre à Nice**  
Pour toute information sur le programme complet du sommet des peuples à Nice, les moyens de transports organisés pour s'y rendre, le logement sur place :

[www.mobilisationsG8G20.org](http://www.mobilisationsG8G20.org)

À l'initiative de : des Alternatifs, Alternative Libertaire, Nouveau Parti Anticapitaliste, des militantEs et des habitantEs du quartier.